



MARIOS LOLOS / LANDOV / MAXPPP

## EUROPE LE COÛT SOCIAL DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

FACE À LA GÉNÉRALISATION À TOUS LES PAYS DES PLANS D'AUSTÉRITÉ, COMMENT L'ÉTAT SOCIAL RÉSISTE-T-IL À LA CRISE? LA QUESTION A ÉTÉ POSÉE LORS DES ENTRETIENS DE L'IREs, ASSOCIANT CHERCHEURS ET SYNDICALISTES.

**E**viter le pire, mais à quel prix? Alors que le sauvetage des banques, grâce à l'injection d'énormes fonds publics, a transformé les dettes privées en dettes publiques, notamment en Europe, les récents entretiens de l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales), associant chercheurs et syndicalistes, se sont interrogés sur le coût social des politiques d'austérité mises en œuvre dans de nombreux pays, à l'occasion de la parution d'un numéro spécial de la revue *Chronique internationale* (1). Avec, d'emblée, cette mise en garde faite par Maria Karamessini, de l'université Panteion d'Athènes: «En Grèce, les

mesures prises pour contrer la crise de la dette sont sans issue, car la récession est elle-même sans issue.»

Une mise en garde qui, à elle seule, résume la situation: le risque que ces politiques d'austérité, menées dans la quasi-totalité des pays, ne plonge l'ensemble des économies dans la déflation, dans un contexte de reprise économique extrêmement fragile et, surtout, compte tenu du caractère simultané de ces politiques. Au-delà, pourrait-on dire, il y a bien le risque que la crise «offre une opportunité ou un prétexte pour faire passer plus facilement des réformes néolibérales, en particulier s'agissant des retraites et du marché du travail». Tel est le cœur de l'argument développé par Antoine Math, chercheur à l'Ires, dans un article qui s'interroge sur les conséquences probables de ces politiques d'austérité.

Retour aux origines... «Il faut sans cesse replacer le débat sur les causes de la crise et le terrain des inégalités», a insisté Pierre Hubbard du Tuac, du comité syndical consultatif auprès de l'Ocde (Organisation pour la coopération et le développement économique). Car, dans l'esprit de beaucoup, le fait que la crise de l'endettement privé soit intervenue «sur fond d'accroissement continu des inégalités sociales, notamment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Irlande ou en Espagne», n'est toujours pas intégré.

### Un rôle moteur pour l'Organisation internationale du travail

A tel point que le représentant du comité syndical consultatif a témoigné de la difficulté à imposer les questions d'emploi et de travail au niveau international, notamment dans le cadre du G20, pour «contrebalancer le discours relatif à la finance et aux questions monétaires». L'idée: mettre en place, afin d'influer sur le processus du G20, un groupe de travail permanent sur l'emploi où l'Oit (Organisation internationale du travail) aurait un rôle moteur. «Il ne peut pas y avoir de sortie de crise

par les marchés», a ainsi souligné Pierre Hubbard. Une certitude parfois reprise dans les discours, mais pas dans les actes, comme en témoignent les timides tentatives pour «réorienter» ou «réguler» la finance. Car, pour l'heure, dans un contexte de coupes claires dans les budgets publics, c'est surtout aux salariés, aux fonctionnaires ou aux retraités que la facture est présentée. Certes, la manière dont les pays font face à la crise en général, et à la crise de l'endettement en particulier, est très inégale. Disons toutefois que les pays les plus touchés sont ceux que l'on nomme parfois les pays «périphériques». A savoir: les pays baltes, la Hongrie, la Roumanie, l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Citons quelques chiffres: en Grèce, c'est une réduction du déficit de sept à huit points en une année qui a été programmée. «Hors périodes de très forte croissance, aucun pays occidental n'a jamais pu réaliser une telle "prouesse"», écrit Antoine Math. Sauf à envisager un coût social désastreux.

### Rassurer les marchés? Une simple hypothèse...

Il l'est déjà, à bien des égards, pour les fonctionnaires de nombreux pays européens, en termes d'effectifs ou de salaire. Ainsi, montrent les chercheurs de l'Ires, les salaires des fonctionnaires ont baissé en valeur nominale jusqu'à 50 % en Lettonie, de 25 % en Roumanie mais aussi en Irlande ou en Grèce. La Grèce où, par ailleurs, les pensions de retraite ont baissé en moyenne de sept points alors que, dans le même temps, l'âge de départ à la retraite est passé de soixante à soixante-cinq ans dans la fonction publique.

«Les pays baltes, qui ont opéré des plans de rigueur drastiques dès 2008, illustrent à quel point une rigueur excessive peut tuer: selon les prévisions, ils ne retrouveraient leur niveau de production de 2007 au mieux qu'à partir de 2015», poursuit ainsi Antoine Math. Pour qui, d'ailleurs, rien ne prouve «qu'une austérité budgétaire trop forte dans une économie déprimée puisse même rassurer les marchés financiers». Et de citer comme exemple le cas de l'Irlande: plus le pays taille dans son budget, plus les marchés le considèrent comme «risqué». De là à formuler l'hypothèse que la crise apparaît comme un prétexte pour faire passer des réformes plus que douloureuses, face à l'injonction de réduction des déficits publics portée notamment par le Fmi (Fonds monétaire international)... Elle semble en effet offrir «une fenêtre d'opportunité», pour reprendre l'expression du chercheur de l'Institut de recherches



ZENG YI / LANDOV / MAXPPP

Coupes claires dans les budgets publics: c'est aux plus fragiles que la facture est présentée.

économiques et sociales. «Opportunité» de «réformer» le système de retraite dans de nombreux pays, visant à augmenter l'âge de départ, les durées de cotisation ou à accélérer des transformations déjà programmées. Mais pas seulement: au Royaume-Uni, par exemple, de nouvelles pressions sont exercées sur les chômeurs (durcissement des sanctions en cas de refus d'une offre d'emploi) alors que l'Espagne prend des mesures de «flexibilisation» du marché du travail avec des facilités accordées aux employeurs pour licencier les salariés en contrat à durée indéterminée.

Là, comme dans les autres pays, le défi est immense pour le syndicalisme. Dans un article sur «Les Relations sociales à l'épreuve de l'austérité», toujours dans *Chronique internationale*, Yves Lochar et Jean-Marie Pernot dressent le paysage de la contestation sociale au cours de l'année

2010, avec une montée de la conflictualité dans la quasi-totalité des pays (hormis aux Etats-Unis), tout en s'interrogeant sur les stratégies syndicales mises en œuvre dans la crise et sur une éventuelle reconfiguration des relations professionnelles. Au niveau européen, «si nous avons, en termes d'analyse et de propositions, bien identifié les origines de la crise, notre capacité à mobiliser les travailleurs s'avère plus complexe», a souligné Jozef Niemeck pour la Ces (Confédération européenne des syndicats), en regrettant la faiblesse des alternatives sur le plan politique. Alors que les gouvernements ont tous, peu ou prou, adopté la même approche face à la crise et opté pour des politiques d'austérité, selon une ampleur et des rythmes très variables, la Ces y a opposé la nécessité d'une politique radicalement différente: un nouveau «New Deal».

Christine LABBE

(1) *Chronique internationale de l'Ires*, numéro spécial, n° 127, novembre 2010. En savoir plus sur le site de l'Ires à l'adresse <www.ires-fr.org>. Les entretiens de l'Ires se sont tenus le 3 février dernier au Conseil économique, social et environnemental, à Paris.